



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
165 Avenue Paul Seguin
39000 LONS-LE-SAUNIER

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHIMIREC CENTRE EST

Les Chavannes
71300 MONTCEAU LES MINES

Références : CF/MB/2022/L_444

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE EST implanté Les Chavannes 71300 MONTCEAU LES MINES. L'inspection a été annoncée le 14/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le risque d'incendie. L'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la Dreal Bourgogne-Franche-Comté a déployé cette action, du 30 mai au 30 juin 2022, spécifiquement sur la maîtrise du risque d'incendie à la source.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE EST
- Les Chavannes 71300 MONTCEAU LES MINES
- Code AIOT dans GUN : 0005401604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société CHIMIREC, spécialisée dans la collecte et de traitement des déchets chimiques, exploite sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines un site de transit d'huiles usagées d'origine industrielle.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 89-484 du 29/11/1989.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan des installations et des zones à risques ;
- conditions de stockage ;
- moyens de détection d'incendie ;
- moyens de défense interne contre l'incendie ;

Ces thèmes sont détaillés au travers de fiches de constats seulement lorsque les contrôles par sondages des installations ont mis en évidence des non-conformités aux dispositions applicables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 7.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 7.3	/	Sans objet
Règles d'exploitations	Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 7.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection,

- 2 non-conformités ont été constatées sur le thème de la défense extérieure contre l'incendie (conformité et accessibilité du poteau incendie n°277).
- 2 observations ont été formulées relativement à la répartition des extincteurs sur le site d'une part, et la mise en place d'une procédure plus "lisible" d'autre part à l'entrée des installations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Des extincteurs appropriés aux risques et un canon à mousse armé avec réserve d'émulseur seront mis en place et signalés
Constats : Le site est équipé: - de 4 extincteurs à poudre - d'un extincteur CO2 - d'un extincteur à poudre sur roulettes de 50 kg. Les extincteurs sont correctement signalés et l'ensemble des extincteurs a fait l'objet des contrôles périodiques requis. Toutefois, étant donné qu'ils sont tous regroupés dans une zone réduite, à l'extrémité du fond du local de la zone de dépotage des camions, ils seraient difficilement accessibles si un incendie démarrait dans cette zone du fait des flux thermiques. Voir photo n°1 sur annexe "planche photos".
Observations : Il est de la responsabilité de l'exploitant de proposer et de mettre en oeuvre une répartition des extincteurs judicieuse et mieux adaptée à la configuration du site et des risques inhérents, tenant compte également de la position des cuves de stockage des huiles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Poteau incendie
<p>Prescription contrôlée : Article 7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : Sur site, on doit pouvoir disposer d'un poteau d'incendie de diamètre 100 normalisé assurant un débit minimal de 1000l/mn et placé à moins de 100 m de l'installation par des chemins praticables.</p> <p>Courrier du SDIS du 27/01/2021 actualisant les besoins en matière de DECI :</p> <p>Il convient de respecter les prescriptions essentielles suivantes : Assurer la défense extérieure contre l'incendie (document technique 09 de juin 2020, débit requis pour le bâtiment de stockage de 175 m2) par un débit minimum de 60 m3/h pendant deux heures, par la présence de points d'eau tel que : - soit, par un poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 62 200) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m3/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances, - soit, par une réserve d'eau d'une capacité cumulée de 120 m³ facilement accessibles en toutes circonstances, - la distance entre l'accès extérieur du bâtiment et un point d'eau incendie soit de moins de 100 mètres.</p> <p>La DECI pourra s'appuyer sur le poteau de la DECI communale n° 277 sous condition qu'il respecte les débits minimums normalisés requis.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une fiche de diagnostic incendie relative au poteau incendie 277 en date de l'année 2020.</p> <p>Constat 1-27/06/2022 - non-conformité: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la conformité du débit du poteau incendie n°277 (débit unitaire ne devant pas être inférieur à 60 m3/h sous une pression dynamique de 1 bar).</p> <p>Constat 2-27/06/2022 - non-conformité: le poteau incendie n°277 (placé à moins de 100 mètres du site) n'est pas facilement accessible en toutes circonstances du fait de sa position dans une zone encombrée par la végétation. Il est en outre difficilement visible depuis le site et depuis la route. Il est par ailleurs décapoté.</p> <p>Voir photos n°3, 4 , 5 sur annexe "planche photos".</p>
<p>Observations : Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer de la conformité du poteau incendie participant directement à la défense extérieure contre l'incendie de ses installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Règles d'exploitations

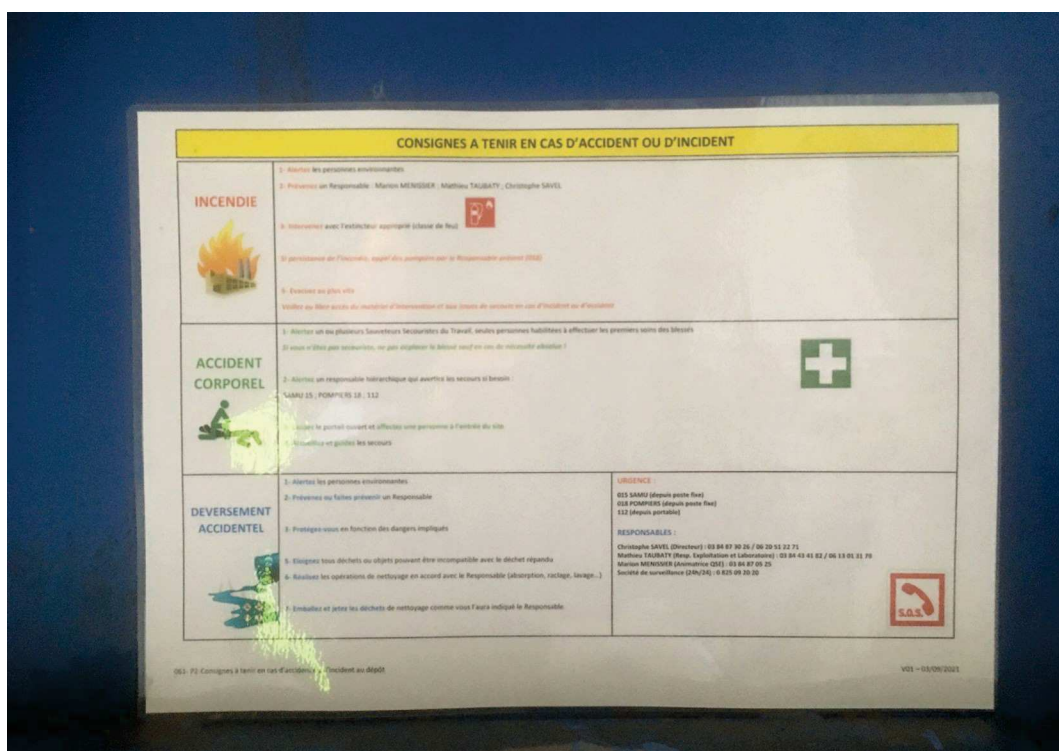
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/1989, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Information du personnel
Prescription contrôlée : Des consignes affichées et commentées au personnel doivent prévoir : - la conduite à tenir en cas d'incendie.
Constats : 2 consignes sont affichées à l'entrée du bâtiment : l'une est générique et la seconde, spécifique au site. La seconde, plus opérationnelle, est correctement affichée à l'intérieur de la porte d'accès aux installations mais elle est difficilement lisible du fait de la taille des caractères retenue. Son contenu n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection. Voir photo n° 2 sur annexe "planche photos".
Observations : Le personnel a justifié la formation au risque de la personne intervenant sur le site mais il reste de sa responsabilité de s'assurer que l'ensemble des informations utiles en cas d'incendie est parfaitement accessible et lisible rapidement en cas de nécessité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE planche photos
Visite d'inspection CHIMIREC – Montceau-Les-Mines du 27/06/2022



Répartition concentrée des extincteurs

1



Procédure spécifique "difficilement lisible"

2



Poteau incendie n°277 "invisible"
3



Poteau incendie n°277 "invisible" et ouvert
4



Poteau incendie n°277 "invisible"